

50 élus LR soi-disant “contre l’immigration”... se réfèrent à l’immigrationniste Ursula von der Leyen !

écrit par Christine Tasin | 1 novembre 2019



Quelle bande de Tartuffe ! Le tsunami menace et les voilà qui font un pas en arrière, craintivement, parlant à nouveau de nation, de civilisation et même des menaces de l’islam... Où étaient-ils le jour de l’apéro-saucisson-pinard ? Où étaient-ils le 18 décembre 2010 pour nos assises sur l’islamisation de l’Europe ? Où étaient-ils quand des prières de rue empêchaient la circulation à la Goutte d’Or et l’année dernière à Clichy ? Où étaient-ils quand Zemmour, Bensoussan et les islamophobes de Riposte laïque et Résistance républicaine étaient traînés au tribunal ? Où étaient-ils quand nous manifestions en hommage aux policiers de Magnanville ?

Et puis, quand même, ces imbéciles, ces européistes béats qui osent citer une phrase de la Leyen vendue à

l'immigration et à l'islam, oubliant délibérément -prenez-nous pour des cons- le reste de ses déclarations.

<http://resistancerepublicaine.com/2019/07/23/le-quatrieme-reich-sest-trouve-un-nouveau-fuhrer-ursula-von-der-leyen-remplacant-de-juncker/>

Ils savent parfaitement que depuis des décennies l'UE oeuvre dans notre dos pour organiser les grandes migrations qui ont lieu depuis 2015, ces grandes migrations et l'islamisation qui va avec étant une obsession chez nos gouvernants et chez les non élus qui dirigent la Commission européenne.

<https://resistancerepublicaine.com/2019/05/05/le-dictateur-juncker-ecarte-par-avance-les-patriotes-de-la-commission/>

Ces LR dénoncent le pacte de Marrakech que la Commission européenne travaille à rendre contraignant !

<https://resistancerepublicaine.com/2019/03/23/votez-marine-plutot-que-nda-pour-interdire-a-juncker-de-rendre-le-pacte-de-marrakech-contraignant/>

Ils se cachaient soigneusement... L'heure n'était pas encore venue de secouer le cocotier...

Mais le vent tourne... Alors ils sortent enfin du bois, sentant que immigration et islamisation feront la différence aux prochaines municipales et que, quoi qu'ils fassent et disent, dorénavant, ce sont des musulmans qui vont se faire élire sur leurs listes communautaristes ou sur les listes des socialauds, des communistes, de l'extrême-gauche...

Alors, opportunisme ou manipulation de ces 50 Résistants de la 25ème heure ? S'ils voulaient montrer leur sincérité ils n'avaient pourtant qu'une chose à faire : abandonner le moribond LR et adhérer au RN...

Allez, encore un petit effort !

Appel de 50 élus LR à stopper l'immigration pour sauver notre civilisation

Réagissant aux confidences du président de la République parues aujourd'hui dans *Valeurs actuelles*, une cinquantaine de membres des Républicains, parlementaires comme élus locaux, s'inquiètent de l'augmentation du nombre d'immigrants en France, et s'interrogent sur la capacité de la France à les accueillir.

La survie de la Nation nécessite de protéger notre civilisation

Un an après la promulgation de la loi asile-immigration-intégration, le Premier ministre reconnaît que les objectifs n'ont pas été atteints. Le président aurait tout à coup conscience de la nécessité de prendre à bras le corps les problèmes liés à une immigration qu'il n'a jamais cherché à maîtriser. Comment justifier alors la signature il y a un an à peine à Marrakech d'un Pacte mondial sur les migrations, sans daigner consulter les Français ? Comment expliquer qu'Emmanuel Macron ait adhéré à l'objectif 15 de ce pacte d'« *assurer l'accès des migrants aux services de base* » quand on ne sait plus le faire pour des millions de nos compatriotes ? Comment croire que ce pacte ne nous contraindra pas à assumer une immigration non choisie lorsqu'à l'ONU l'ambassadeur suisse Jürg Lauber, affirme que celui-ci « *inscrit fermement la migration dans l'agenda mondial. Ce document constituera un point de référence pour les années à venir et induira un réel changement sur le terrain* » Comment croire que ce pacte ne promeut pas une vision communautariste de la société lorsqu'il invite les pays d'accueil à faire toute leur place aux coutumes et aux cultures des migrants ?

.
Ce nouveau débat ne masquera pas le triste bilan d'Emmanuel

Macron : record de titres de séjour délivrés = 259 600 en 2018 ; record de nouvelles demandes d'asile = 123 625 en 2018 (+22%) ; record de mineurs non accompagnés = 40 000 en 2018 (+500% en 3 ans) ; record de dépenses pour l'Aide Médicale d'Etat (AME) = 943 millions d'euros en 2019 (+73% en 10 ans).

.

Depuis trente ans, la France est exposée au chaos migratoire. Le journaliste américain Stephen Smith, auteur de *La ruée vers l'Europe*, le prévoit en ces termes : « *L'Afrique est une salle d'attente de 1,3 milliard d'habitants aux portes de l'Europe. 40% des adultes africains déclarent vouloir migrer, à l'intérieur du continent ou au-delà. Pour le moment, seulement 150 millions en ont les moyens. Mais ils seront quatre fois plus nombreux en 2050 quand l'Afrique comptera 2,4 milliards d'habitants.* » **Affirmer qu'Il ne doit plus y avoir un droit des étrangers à immigrer en France, hors asile, mais un droit de l'Etat à décider qui la France souhaite accueillir ou refuser sur le territoire de la Nation, relève tout simplement du bon sens.**

Nous pourrions parler de l'immigration comme d'un défi économique et social et entrer alors dans des batailles de chiffres pour évaluer son coût. Ce serait masquer le fait que l'immigration est avant tout un enjeu civilisationnel qui pose la question cruciale : quelle société voulons-nous laisser aux générations futures ? C'est cette même préoccupation conservatrice qui motive le refus du transhumanisme dont la PMA sans père est une étape. Le « *progressisme* » s'érige sur la transgression de l'humain et la destruction de la Nation. Poser des limites ou des frontières, ce n'est rien d'autre que vouloir les protéger. Cela relève d'une volonté politique.

.

L'assimilation, un enjeu civilisationnel

Volonté politique encore lorsqu'il s'agit de reconnaître que l'immigration massive de personnes de cultures différentes vient bouleverser des équilibres déjà fragiles, quand ce n'est pas les détruire. Il aura fallu attendre que François Hollande et Gérard Collomb quittent honteusement la scène politique pour les entendre parler, l'un de « *partition du territoire* » et l'autre de « *face à face* » après avoir invoqué comme un mantra le vivre-ensemble quand ils étaient aux affaires.

Nous constatons pourtant tous les jours des écarts grandissants entre les codes sociaux des personnes immigrées et ceux des pays d'accueil. Il est grand temps d'arrêter de penser les critères d'une immigration réussie uniquement sur une base économique qui assurerait quelques cours de Français, un logement et un emploi. La question centrale est celle de la capacité de la Nation à intégrer un individu qui veut rester attaché à une culture fondamentalement différente de la nôtre. Au multiculturalisme, défini par Mathieu Bock-Côté comme « *une idéologie fondée sur l'inversion du devoir d'intégration* », sachons opposer la volonté politique que les immigrés apprennent à dire « *nous* » avec leur société d'accueil.

.

Rappelons que l'objectif d'assimilation présuppose que la France sache qui elle est et qu'elle n'ait pas honte de transmettre son héritage, que les accueillis soient disposés à le recevoir et que les flux migratoires soient maîtrisés. Sinon, la culture d'une Nation n'est plus qu'un communautarisme parmi d'autres. L'avertissement d'Alain Finkielkraut devient une urgence politique : « *Certes, le droit d'asile doit continuer d'être appliqué mais l'immigration économique ne doit plus être favorisée de quelque façon que ce soit. Sinon nous avons deux avenir*

possibles : la soumission, pour parler comme Houellebecq, ou la guerre civile. » Une société tellement hétérogène, qu'elle ne possède plus de culture commune enracinée dans l'histoire, niant ou reniant la civilisation qui l'a forgée et ne voulant plus transmettre ce qu'elle est, est condamnée à entrer en crise ou à se déliter.

.

Face au multiculturalisme, affirmer qui nous sommes

Nous sommes les héritiers d'une Nation qui puise aux sources du Christianisme et de l'Humanisme. Une Nation qui a forgé sa culture, ses mœurs et ses traditions sur une certaine conception de la liberté de conscience et d'entreprendre, sur la distinction du politique et du religieux consacrée par la loi de 1905 sur la laïcité, et sur l'égale dignité de l'homme et de la femme. Elles sont aujourd'hui menacées par les intentions hégémoniques d'un islam culturel lié à cette immigration massive. Le génie de ce dernier est d'utiliser les libertés et les droits individuels de notre société à ses propres fins en revendiquant le droit de « *vivre en halal* », c'est-à-dire conforme au rite musulman dans tous les aspects de la vie. Nourriture, vêtements, mais aussi cosmétiques, jouets, vacances ou encore finances, cet espace normatif régit tout et fait le lit d'un communautarisme revendiqué. La fondation Jaurès rappelait dans une récente enquête que plus de 50% des personnes musulmanes en France placent la charia au-dessus des lois de la République.

.

Le droit au service du politique

Reprendre le contrôle de l'immigration, c'est donc retrouver la souveraineté pour décider librement, sans autre critère que celui de l'intérêt national, des attributions de cartes de séjour, de la suspension du regroupement familial que le

gouvernement a encore élargi, du conditionnement de l'accès aux allocations familiales et au logement social à dix ans de travail légal en France, d'expulser définitivement les délinquants étrangers et les clandestins sans possibilité de recours ou encore de refuser de célébrer le mariage d'un étranger en situation illégale.

Et parce que l'immigration ne peut être abordée sans évoquer la culture des nouveaux arrivants, se pose inmanquablement la question de l'islam qui n'est pas seulement une religion mais aussi un mode de vie.

« Nous devons être fiers de notre mode de vie européen dans toutes ses formes et toutes ses dimensions, et nous devons chercher constamment à le préserver, à le protéger et à l'améliorer »

a récemment déclaré la nouvelle présidente de la Commission européenne,

Ursula von der Leyen.

Protéger, en tant qu'il est un bien commun, patrimoine culturel immatériel, le socle civilisationnel occidental dans lequel s'enracine notre vie quotidienne est le préalable à toutes les mesures par ailleurs nécessaires à la survie de la Nation. Volonté politique encore parce que la nécessité du moment et les principes fondamentaux que nul ne peut enfreindre appellent une réponse juridique qui est à inventer.

Après des décennies de renoncement au cours desquelles la gauche a choisi la préférence étrangère par haine des racines judéo-chrétiennes et gréco-latines de la France, affirmons à la suite de La Boétie la nécessité qu'elle ne travaille plus elle-même à sa ruine.

Liste des signataires

Emmanuelle Anthoine, députée de la Drôme ; **Xavier Breton** député de l'Ain, conseiller régional d'Auvergne-Rhône-Alpes (01) ; **Bernard Fournier** sénateur de la Loire, adjoint au maire de Saint-Nizier-de-Fornas (42) ; **Joëlle Garriaud-Maylam** sénatrice des Français établis hors de France ; **Charles de la Verpillière** député, conseiller départemental

de l'Ain (01) ; **Jean-Pierre Leleux** sénateur des Alpes-Maritimes (06) ; **Henry Leroy** sénateur des Alpes-Maritimes (06) ; **Véronique Louwagie**députée de l'orne (61) ; **Sébastien Meurant** sénateur du Val d'Oise (95) ; **Sylviane Noël** sénatrice de la Haute-Savoie (74) ; **Didier Quentin** député de Charente Maritime (17) ; **Laurence Trastour-Isnart** députée des alpes maritimes (06) ; **Stéphane Viry** député des Vosges (88) ; **Louis-Alexandre Alciator** adjoint au maire de Clichy-la-Garenne (92) ; **Olivier Autain** conseiller municipal de la Garenne-Colombes (92) ; **Béatrice Belliard** adjointe au maire de Boulogne-Billancourt (92) ; **Jean-Paul Bolufer** adjoint au maire de Colombes, conseiller métropolitain du Grand Paris (92) ; **Axel Bouvet** conseiller municipal de Veyrier-du-Lac (74) ; **Anne Brossollet** conseillère municipale de Chaville (92) ; **Thérèse Carrelet de Loisy** conseillère municipale d'Arceau (21) ; **Jean Champetier de Ribes** conseiller municipal d'Argagnon (64) ; **Marguerite Chassaing** conseillère départementale du Nord, conseillère municipale de la Madeleine (59) ; **Cécile Chevillard** adjointe au maire de Tours, conseillère départementale d'Indre-et-Loire (37) ; **Henri-Florent Cotte** conseiller municipal et communautaire de Vernon (27) ; **Philippe d'Estaintot** adjoint au maire de Rueil Malmaison, conseiller territorial pold (92) ; **Catherine Delalande** conseillère départementale de l'Eure (27) ; **Jean-Yves Deloste** conseiller municipal de Dardilly (69) ; **Patrick Espinasse** conseiller municipal du Chesnay (78) ; **Miguel Fimiez** conseiller municipal de Voivres-les-le-Mans(72) ; **Gregory Fougle** adjoint au maire de Saint-Brevin-les-Pins (44) ; **Arielle Francois** adjointe au maire de Compiègne (60) ; **Daniel Godard** adjoint au maire de Louveciennes (78) ; **Jean-Michel Hua** conseiller municipal de Bougival (78) **Alexandra Hugo** conseillère municipale de Luneville (54) ; **Marie-Angélique Latournerie** conseillère régionale de nouvelle aquitaine, conseillère municipale de Langon (33) ; **Jean-Paul Lorenzi** adjoint au maire de Bourg-lès-Valence (26) ; **Fabien Lorne** vice-président du conseil départemental de la Sarthe, maire de Cheville (72) ; **Rémi Martial** conseiller

départemental d'Eure-et-Loir, maire de Leves (28) ; **Philippe Meunier**, Conseiller régional Auvergne Rhône Alpes ; **Catherine Michon** conseillère municipale de Riom (63) ; **Elizabeth Montfortancienne** députée européenne, adjointe au maire de Riom (63) ; **Arnaud Pailloncy** conseiller municipal de Riom (63) ; **Jean Piebourg** adjoint au maire de Navour-sur-Grosne (71) ; **Sébastien Pilard** conseiller régional pays de la Loire ; **Guillaume Richard** conseiller municipal de Nantes (44) ; **Pierre de Saulieu** conseiller municipal de Nancy (54) ; **Laurence Trochu** conseillère départementale des Yvelines, conseillère municipale de Guyancourt (78) ; **Vijay Vijay** conseiller départemental de Seine-Saint-Denis (93) ; **Thomas Zlowodzki** conseiller municipal de Sainte-Geneviève-des-Bois (91)